



# PGC SPS

## **Opération**

Réhabilitation de La Cité des Douanes  
13 230 Port Saint Louis du Rhône

## **Maître de l'ouvrage**

VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT  
L'ALBATROS AVENUE D'ENTRECASTEAUX  
BP 1406  
83 056 TOULON CEDEX

AU NOM ET POUR LE COMPT E DE  
EPA LA MASSE DES DOUANES  
11 RUE DES DEUX COMMUNES  
93 558 MONTREUIL

REDIGE PAR JL TALAGRAND, COORDONNATEUR SPS NIVEAU 1		
Date	Indice	Cité des Douanes Port Saint Louis du Rhône
02/04/2020	1	PGC initial

## **SOMMAIRE**

### **CHAPITRE 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 1.1. OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
- 1.2. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION
- 1.3. CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION
- 1.4. DÉCLARATIONS ADMINISTRATIVES

### **CHAPITRE 2 ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT**

- 2.1. VOIES D'ACCÈS / DESSERTE
- 2.2. DANGERS SPÉCIFIQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER
- 2.3 SÉCURITÉ DES HABITANTS
- 2.4 CIRCULATION
- 2.5. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCÈS AUX SEULES PERSONNES AUTORISÉES
- 2.6. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE
- 2.7. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

### **CHAPITRE 3 MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

- 3.1. RÉSEAUX DIVERS PRÉALABLES AUX TRAVAUX
- 3.2. CANTONNEMENTS
- 3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER

### **CHAPITRE 4 ELECTRICITE DE CHANTIER**

- 4.1. FORCE
- 4.2. ECLAIRAGE
- 4.3. MATÉRIEL ÉLECTRIQUE UTILISÉ PAR LES ENTREPRISES

### **CHAPITRE 5 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER**

- 5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION

### **CHAPITRE 6 ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE**

- 6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES
- 6.2. MOYENS DE LEVAGES
- 6.3. MESURES DE PRÉVENTION

### **CHAPITRE 7 CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER**

- 7.1. CIRCULATION DE VÉHICULES
- 7.2. CIRCULATION DU PERSONNEL

### **CHAPITRE 8 ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES**

- 8.1. SECOURS
- 8.2. INCENDIE

### **CHAPITRE 9 PROTECTIONS COLLECTIVES**

- 9.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES
- 9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES
- 9.3. MISE EN PLACE D'ÉQUIPEMENT COMMUN

### **CHAPITRE 10 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER**

- 10.1. PRÉSENCE D'AMIANTE
- 10.2. PRÉSENCE DE PLOMB
- 10.3. PRÉSENCE DE TERMITES
- 10.4. AUTRES MATÉRIAUX (RADIOACTIFS / DÉCHETS CONTAMINÉS ETC...)
- 10.5. TRAVAUX DE DÉMOLITION
- 10.6. TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR
- 10.7. UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX
- 10.8. OUVRAGES PARTICULIERS À RÉALISER
- 10.9 TRAVAIL ISOLÉ
- 10.10. TRAVAUX "ACROBATIQUES"

## **CHAPITRE 11 DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ**

11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PRÉPARATION DE CHANTIER :

11.2. DÉCALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSÉS, PROTECTIONS COLLECTIVES)

11.3. ISOLATION DE CERTAINES ZONES (TRAVAUX BRUYANTS, NOCIF, UTILISATION DE SUBSTANCES TOXIQUES)

11.4. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS ET LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

## **CHAPITRE 12 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS**

12.1. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

12.2. SOUS-TRAITANCE

## **CHAPITRE 13 COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)**

13.1. CONSTITUTION D'UN C.I.S.S.C.T

## **CHAPITRE 14 LISTE DES INTERVENANTS**

## **CHAPITRE 15 ANNEXES**

ANNEXE 1 CORONAVIRUS

ANNEXE 2 GUIDE DES BONNES PRATIQUES OPPBTP

## CHAPITRE 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1. OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94 1159 du 26 Décembre 1994, visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

#### 1.1.1. DISPOSITIONS PRISES EN CAS DE DEFAILLANCES

Le Maître d'Ouvrage pourra : faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes ; faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements en cas : d'observations répétées du coordonnateur ; de retard constaté à l'issue de la période de préparation.

#### 1.1.2. LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Pour mémoire, la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991.

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

#### 1.1.3. LES OBLIGATIONS DES INTERVENANTS

##### ***Du Maître d'Ouvrage :***

appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)  
déclarer les opérations de niveaux I et II  
désigner le Coordonnateur S.P.S.  
réaliser les VRD préalables pour les opérations de plus de 760 k€ T.T.C.  
organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et Coordonnateur  
conserver le PGCSPPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage  
conserver et transmettre le D.I.U.O.

##### ***Du Maître d'Œuvre :***

appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)  
coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception  
arrêter les mesures générales en concertation avec le  
Coordonnateur  
viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

##### ***De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :***

appliquer les principes généraux de prévention  
viser le RJC et répondre aux observations du Coordinateur

#### 1.1.4. FONCTIONNEMENT

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint aux autres documents remis par le Maître d' Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention, ainsi que les membres du Collège Inter-entreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d' Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

#### 1.1.5. DUREE DE CONSERVATION

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d' Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

#### 1.2. DESIGNATION DE L'OPERATION

Nature des travaux : **Réhabilitation de La Cité des Douanes - 13 230 Port Saint Louis du Rhône**

Implantation géographique/adresse : **Résidence La cité des Douanes - Quai Bonnardel – 13 230 Port-Saint-Louis-du-Rhône.**

#### 1.3. CALENDRIER DES TRAVAUX – PREVISION D'EFFECTIF – CATEGORIE DE L'OPERATION

Durée initiale du chantier : **6 mois**

Période de préparation : Les entreprises disposent du délai de préparation fixé à 1 mois par le Maître d'Ouvrage pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.) et commencer leur travaux.

Prévision d'effectif : Effectif estimé : 8 personnes en pointe – Volume Hommes X jours estimés : < à 10000

Catégorie : **Opération de catégorie 2**

#### 1.4. DECLARATIONS ADMINISTRATIVES

##### Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage assure l'établissement et la diffusion de la Déclaration Préalable.

##### Coordonnateur sécurité

Le Coordonnateur sécurité assure la mise à jour de la déclaration préalable et sa diffusion.

## CHAPITRE 2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

### 2.1. VOIES D'ACCES / DESSERTE

Accès principal : **Quai Bonnardel – 13 230 Port-Saint-Louis-du-Rhône.**

Charge admissible :

Fléchage signalisation provisoire : La signalétique est à prévoir.

Mise en place, maintien en état et dépose du fléchage

Gabarit à respecter : (signalisation) Les accès au chantier sont au gabarit routier

L'accessibilité du chantier sera restreinte pour limiter la gêne aux riverains et utilisateurs.

Les points d'accès seront limités à ceux définis d'un commun accord avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS.

*a. Accès et circulation du personnel de chantier à l'extérieur - stationnement*

Dans le respect de la réglementation

*b. Approvisionnements du matériel et des matériaux - évacuations.*

Dans le respect de la réglementation

*c. Moyens de levage extérieurs.*

### 2.2.1. SITE OCCUPE PAR LES UTILISATEURS

- **Bruits de chantier**

Il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les entrepreneurs devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions avoisinantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées.

- **Accès aux bâtiments**

Les entreprises veilleront à ce que chacun de leurs salariés soit équipé d'un badge avec photo, conforme à celui de la Fédération du BTP. La fourniture de ce badge est à leur charge. Le badge sera porté de façon visible pour pouvoir lire facilement les noms de la personne et de l'entreprise. Le chef d'équipe en sera également équipé.

- **Tenue et comportement**

Il est interdit aux salariés des entreprises de fumer et consommer des boissons alcoolisées dans les bâtiments et parties communes.

- **Nettoyage et protections**

L'entreprise devra, après chaque journée de travail, replier le matériel et procéder au nettoyage soigné des pièces où sont exécutés les travaux.

Aucun outil ou matériau pouvant créer des dommages de quelque nature que ce soit, aux locataires, ne devront être laissés dans les appartements à la fin de la journée de travail.

En fin de journée, toute disposition visant à préserver la sécurité des locataires, notamment pour ce qui relève de l'état provisoire des installations / travaux devra être prise (protections...).

Les installations des parties communes seront maintenues propres et en état de service, en permanence, pendant toute la durée des travaux. En cas de non respect de cette obligation, le Maître d'Œuvre, se réserve le droit de faire effectuer ce nettoyage par un tiers, aux frais de l'entreprise.

## 2.2.2. PRESENCE DE BATIMENT PUBLIC (ECOLE, AUTRE CHANTIER, USINES, DEPOTS, HOPITAL ETC...)

### **Préambule**

Les travaux (installations grue – clôtures...) doivent se dérouler en période d'activité du site.

Les règles suivantes seront appliquées permettant de gérer au mieux les risques ci-après :

**Description** : Risque de chute d'objet lors des démolitions

**Disposition à prendre** : programmation avec la direction du site et les services municipaux, des horaires de travaux particuliers

Balisage au sol, police de roulage ou arrêté de circulation dévoiement du flux piétons public

**Localisation** : Domaine privé, domaine publique

**Lot chargé des dispositions à prendre** : lot unique : charpente/couverture

**Description** : Risque de chute d'objet lors des travaux

**Disposition à prendre** : police de roulage ou arrêté de circulation dévoiement du flux piétons public sur le trottoir opposé, et ce, en concertation avec les services municipaux de la Mairie, à l'aide de barrière, marquage horizontal, signalisation verticale.

Mise en place de la passerelle nécessaire au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose. Mise en place d'un tunnel de protection y compris entretien et enlèvement.

Cette protection lourde de type bastings jointifs à chants ou équivalent ne comporte pas de point saillant et a une hauteur libre de 1.9 m minimum.

Le couloir ainsi constitué dispose d'un éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA. Les verres des appareils d'éclairage doivent avoir une résistance mécanique aux chocs de 6 Joules.

**Localisation** : Domaine public

**Lot chargé des dispositions à prendre** : charpente/couverture

**Description** : Risque de chute d'objet lors des approvisionnements et retraits de gravats.

**Disposition à prendre** : Programmation avec les services municipaux horaires de travaux particuliers balisage au sol police de roulage ou arrêté de circulation.

**Description** : Risque de chute des charges manutentionnées en cours travaux.

**Disposition à prendre** : Implantation de la grue mobile interdisant le survol des charges au-dessus du domaine public.

Consignes d'exploitation pour le grutier

Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier. Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.

## 2.2.3. PRESENCE DE CANALISATIONS ENTERREES OU AERIENNES

**Disposition à prendre** : prise en compte des retours de DICT

**Lot chargé des dispositions à prendre : charpente /couverture**

#### 2.2.4 BRUITS DE CHANTIER

Respect de la législation et des réglementations

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite "loi bruit", avec ses décrets et arrêtés d'application parus relative à la lutte contre le bruit.
- Arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits.

#### Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.

Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier. Ces coûts restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

#### 2.3 SECURITE DES HABITANTS

L'ensemble des travaux du présent marché sera exécuté dans un site comportant des bâtiments administratifs en activité.

L'entrepreneur devra tenir compte de cette sujétion et prendre toutes dispositions pour:

- le maintien des circulations automobiles et piétonnes ainsi que les accès aux immeubles et aux riverains dans les conditions de circulations imposées à l'entreprise pendant et hors des plages horaires imposées pour la réalisation des travaux.

Pour des raisons de sécurité (défense incendie, ambulances), les travaux devront être conduits de manière à permettre le passage de véhicules d'incendie et de sécurité.

#### 2.4 CIRCULATION

Obligation de maintenir en permanence la circulation automobile sur les chemins et allées d'accès communs.

La sécurité et la continuité de la circulation des piétons doivent être assurées en permanence pendant toute la durée des travaux, quelle que soit l'heure. Toutes les dispositions seront prises pour prévoir et permettre l'accès immédiat des véhicules de secours et d'incendie pendant les plages horaires de l'entreprise.



## 2.5. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCES AUX SEULES PERSONNES AUTORISEES

**Procédure pour les entreprises :** Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous-traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier.

Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention.

Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée.

Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler.

**Cas particulier des travailleurs temporaires :** Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation. Les entreprises tiendront sur le chantier la liste à jour du personnel salarié travaillant sur le site. Cette liste qui peut être une copie du Registre Unique du Personnel aménagée pour être personnalisée au chantier, sera tenue à disposition de l'Inspecteur du Travail et organismes officiels lors de leurs visites sur le site.

En plus des pièces citées ci-dessus, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposition lors de leur mise en place sur le chantier.

**Badge ou vêtement distinctif :** Chaque entreprise doit (peut) munir ses salariés d'un badge d'identification professionnelle (BIP) ou d'un vêtement distinctif.

Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.

**Personnel extérieur au chantier :** Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées.

Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.

## 2.6. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
<b>Clôture</b>	- <b>Hauteur</b> 2m, - <b>Constitution</b> : panneaux grillagés galvanisés, <u>liés entre eux mécaniquement complétés par une plinthe bois</u> et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de	Périphérie du chantier	LOT 01	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Portes</b>	- <b>Constitution</b> : panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent. - <b>Fermeture</b> : par chaîne et cadenas		LOT 01	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Auvents/ passage piéton couvert</b>	- <b>Constitution</b> : protection lourde type bastings jointifs à chants ou dispositif de résistance équivalente - absence de point saillant - hauteur libre de 1.9 m minimum.	Sur rue .....	LOT 01	Installation pendant la phase de préparation de chantier.
	- <b>Equipements</b> : éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA. - <b>résistance mécanique des appareils d'éclairage</b> :IK 08 ou supérieur		LOT 01	fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Déviations véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs</b>	Respect de l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation	Selon plan d'installation validé par les services municipaux	LOT 01	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Signalisations provisoires</b>	Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'informations et les demandes d'autorisation nécessaires et préalables à la réalisation de ses travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Permission d'occupation du domaine public</li> <li>• Autorisation d'emprise sur voirie</li> </ul>	Selon police de roulage Selon permission de voirie	LOT 01	Entreprises concernées
<b>Autres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• stationnement</li> </ul>	Strictement dans la zone prévue à cet effet	LOT 01	Entreprise principale

<b>Panneau de chantier</b>	L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'oeuvre. (hauteur des lettres : 8 cm minimum) Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R8221-1 du Code du Travail.	Son emplacement est défini en concertation avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le Domaine public	LOT 01	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Affichage</b>	"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier	LOT 01	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier

## 2.7. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise principale soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- la grue avec son aire de survol
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- les magasins
- les aires de stockage ou de préfabrication
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons et d'engins différenciés
- le stockage des terres

### NOTA

Dans le cas où l'entreprise de démolition VRD ou de terrassement est appelée à intervenir avant la nomination du lot

Gros œuvre, l'entreprise de VRD prendrait les dispositions adaptées pour :

- sécuriser sa zone de travaux : mise en place des clôtures
- satisfaire la réglementation sur les conditions d'hygiène de son personnel sur le chantier : bungalow, bloc hygiène, approvisionnement en eau potable.

### CHAPITRE 3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail.

" Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

Si le coût du chantier dépasse le montant fixé par voie réglementaire à 760 K€ HT , le Maître d'Ouvrage doit se préoccuper de savoir si ces raccordements seront bien réalisés avant le démarrage des travaux de son opération.

#### 3.1. RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

#### 3.2. CANTONNEMENTS

Une zone de dépôt provisoire extérieure située à l'intérieur de la propriété pourra être affectée aux approvisionnements et évacuations par benne transfert.

Si toutefois des installations devaient être, même à titre provisoire, aménagées sur la voie publique, elles devront faire l'objet d'une demande de l'entreprise auprès des services municipaux, et n'être effectives qu'après obtention d'un arrêté de voirie.

Dans tous les cas, qu'elles soient aménagées à l'intérieur ou à l'extérieur du terrain, les zones de dépôts seront clôturées et entretenues par le lot à qui il profite, à l'exception des installations de chantier proprement dites entretenues par le lot 1 gros oeuvre.

Hormis les prestations relevant des lots techniques, toutes les protections et cloisonnements liés aux travaux et au phasage sont effectivement dues par le lot 01.

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises, sans contrepartie financière sous réserve d'un "usage normal" l'électricité et l'eau. Par "usage normal", il convient de comprendre que l'électricité et l'eau ne restent pas "allumés" alors que les locaux ne sont pas occupés et / ou qu'aucune activité ne le justifie. Afin de contrôler ces usages, le lot 3 électricité / plomberie sera chargé de la fourniture et pose de sous-comptages électricité et eau durant la phase de chantier.

Il n'est pas prévu de bennes pour les entreprises, mais chaque lot est tenu d'évacuer ses gravats quotidiennement, avec la possibilité d'organiser ses propres travaux avec la fourniture et pose de bennes.

Cette précision étant faite, les entreprises peuvent s'entendre au titre du compte prorata, pour mettre en place un « service » de bennes afin d'évacuer les déchets.

En fonction des besoins définis lors de la période de préparation, des vestiaires, un WC et une salle de repos seront mis à disposition du personnel de chantier par le titulaire du lot 1.

Il est rappelé que le lot 1 a la possibilité d'aménager ces locaux dans l'existant, sous réserve de l'accord du coordonateur SPS, et dans la mesure où ces aménagements restent conformes au code du travail sans gêner la mise en oeuvre des travaux, ni les usagers.

Il n'est pas demandé de bureau de chantier ou de salle de réunion.

**Localisation/dimensionnement :**

**Lot chargé de leur mise en œuvre et de l'entretien :** LOT 01

### 3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER

**Règles générales :** Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier.

Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit.

**Bennes à gravats :**

Il n'est pas prévu de mettre des bennes à disposition des entreprises.

Chaque entreprise organisera sa propre évacuation des gravats.

La totalité du chantier et de ses abords devra être maintenu en parfait état de propreté.

Chaque corps d'état est responsable de son lot afin de permettre au corps d'état suivant de travailler dans les meilleures conditions.

En cas d'inexécution du nettoyage par l'un des lots, l'entrepreneur chargé du lot gros- œuvre exécutera le nettoyage en lieu et place de l'entrepreneur défaillant, et facturera les heures correspondantes, qui lui seront payées par réfaction sur les situations de l'entrepreneur fautif.

En cas d'inexécution de ces opérations de nettoyage, le Maître d'Oeuvre pourra, après mise en demeure par simple courrier, courriel, ou indication dans un Procès Verbal de Réunion de Chantier mis en copie du maître d'ouvrage, faire exécuter ces prestations par une entreprise spécialisée au frais des entreprises du chantier en répartition au prorata ou au frais de ou des entreprises responsables.

## **CHAPITRE 4. ELECTRICITE DE CHANTIER**

### 4.1. FORCE

#### 4.1.1. INSTALLATIONS PRIMAIRES (ALIMENTATION DES CANTONNEMENTS ET DES ENGINS DE LEVAGE)

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises, sans contrepartie financière sous réserve d'un "usage normal" l'électricité et l'eau. Par "usage normal", il convient de comprendre que l'électricité et l'eau ne restent pas "allumés" alors que les locaux ne sont pas occupés et / ou qu'aucune activité ne le justifie. Afin de contrôler ces usages, le lot 3 électricité / plomberie sera chargé de la fourniture et pose de sous-comptages électricité et eau durant la phase de chantier.

**Lot chargé de l'installation :** LOT 01

**Vérification périodique par organisme agréé :** Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :  
- lors de leur mise en service

**Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.**

**Entretien de l'installation :** Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Oeuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

Le plan de l'installation, doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence.

#### 4.1.2. INSTALLATIONS SECONDAIRES

**Description, implantation et nombre de coffrets :** Chaque coffret comprend notamment :

- 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V
- un bouton d'arrêt d'urgence
- un disjoncteur 30 mA

Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur (gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Ces coffrets, fixés mécaniquement sur pied, sont aisément déplaçables au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier.

Il est installé au minimum un coffret par groupe de villas

Prévoir la mise en œuvre de 2 coffrets minimum

- But : Rallonge < à 25 m à définir sur plan d'installation chantier et distance entre coffret < 50 mètres.

- Eviter le passage de câbles dans les circulations (escalier notamment)

**Lot chargé de l'installation :** Gros œuvre / Electricité / Entreprise principale

**Appareil d'utilisation :** L'alimentation depuis les armoires de distribution des étages jusqu'à l'appareillage de chantier est à la charge de chaque entreprise utilisatrice.

Le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation et correctement entretenus.

Il pourra être demandé aux entreprises de placer Hors Service tout matériel identifié comme défectueux.

**Installations :** L'appareillage et l'éclairage électrique utilisés par les entrepreneurs dans les enceintes très conductrices doivent être.

**Particulières aux enceintes très conductrices :** alimentés en très basse tension de sécurité ou être équipés de transformateur de sécurité à séparation de circuit placés en dehors de l'enceinte.

#### 4.2. ECLAIRAGE

Dispositions générales :

#### 4.3. MATERIEL ELECTRIQUE UTILISE PAR LES ENTREPRISES

##### Généralités

**Caractéristiques des appareils d'utilisation :**

Classe 2 à double isolation

IP 47 IK 08

Enrouleurs de classe B Câbles H07 RNF

Le matériel doit être vérifié, en parfait état de fonctionnement.

## CHAPITRE 5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

### 5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises, sans contrepartie financière sous réserve d'un "usage normal" l'électricité et l'eau. Par "usage normal", il convient de comprendre que l'électricité et l'eau ne restent pas "allumés" alors que les locaux ne sont pas occupés et / ou qu'aucune activité ne le justifie. Afin de contrôler ces usages, le lot 3 électricité / plomberie sera chargé de la fourniture et pose de sous-comptages électricité et eau durant la phase de chantier.

**Description** : suivant la norme NF P 03 001. Installations communes de chantier.

Mise en place de points d'eau.

En cas de raccordement en eau brute, prévoir la mise en place de panneau identifiant les points de puisage en eau non potable.

**Lot chargé de l'installation** : LOT 01

**Consommations** : compte prorata

**Entretien de l'installation** : L'entreprise installatrice assure l'entretien et la maintenance du réseau qu'elle a installé. Le plan de l'installation, doit préciser l'emplacement des robinets d'arrêt.

## CHAPITRE 6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

### 6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter : les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de desserte sont aménagées près des lieux de livraison. L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent à chaque niveau de la construction, à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

### 6.2. MOYENS DE LEVAGES

Dispositions générales:

Il est prévu la mise en commun des moyens de levage.

### 6.3. MESURES DE PREVENTION

**Stabilité des supports et solidité** : Sur demande d'une entreprise désirant installer un dispositif de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage, l'entreprise à qui incombe, dans le cadre de son marché de travaux, l'étude de la réalisation de l'ouvrage, support, communique les charges admissibles de l'ouvrage considéré.

L'entreprise demanderesse doit faire effectuer à ses frais une note de calcul ou une notice d'utilisation de l'ouvrage support par l'entreprise ayant réalisée cet ouvrage support.

Après accord de l'entreprise ayant réalisée l'ouvrage support, l'entreprise demanderesse peut mettre en place le dispositif projeté. Elle prend à sa charge, l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage et la remise en état de l'ouvrage support.

**Vérification des engins :** Les installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel doivent être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification doivent être tenus à disposition sur site.

**Limitations des interférences :** Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour accord préalable, le plan d'installation et l'étude des interférences.  
Clôturer le périmètre de déplacement des lests de grues à montage rapide.

**Limitation des manutentions manuelles :** Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :  
les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux.  
Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

**Prévention des renversements :** Le rapport de vérification de la grue à tour mettra en évidence la conformité de son installation avec la recommandation R 406 CNAMTS du 10 juin 2004.  
Balisage de la zone de montage de la grue. Aucune autre entreprise non concernée par le montage ne pourra être présente dans cette zone.

**Autorisation de conduite :** Les salariés chargés de la conduite des engins de levage (ou/et des élévateurs de personnel) doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement. (CACES autant que possible)

## **CHAPITRE 7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER**

### 7.1. CIRCULATION DE VEHICULES

Dispositions générales :

**Plan de circulation :**

L'entreprise réalise et soumet au Coordonnateur Sécurité un plan de circulation.

Ce plan doit préciser :

- le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.
- la séparation des flux piéton et véhicule

**Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :**

Dispositions générales :

Toute manœuvre de véhicules et engins à l'intérieur du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur.

Lorsqu'un conducteur d'un véhicule doit exécuter une manœuvre dans des conditions de visibilité insuffisantes, un homme de trafic sera mis en place ponctuellement afin de diriger et d'avertir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule. Les mêmes précautions doivent être prises lors du déchargement.



## CHAPITRE 8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES

### 8.1. SECOURS

**Numéro d'appel en cas d'urgence :** Voir liste en annexe

**Implantation du téléphone de secours :**

Accessibilité : Installation dès le début de l'opération dans un lieu signalé et accessible à tous, libre d'accès jusqu'à la fin des travaux, d'un téléphone à partir duquel il est possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs.

Localisation : Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste.

Dans l'attente de la ligne raccordée au réseau, il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.

Consommations : Elles sont gérées au titre du compte prorata

Lot chargé de son installation : charpente/couverture

**Zone de travail éloignée** : Dans les zones de travail éloignées, il est mis en place un moyen radio ou par téléphone relié au bureau de chantier et la fiche jointe en annexe est également affichée dans ces zones.

**Accès réservé au secours** : L'accès au chantier se fait par l'entrée. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.

**Relation avec les services de secours** : Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur titulaire du Lot principal prend contact avec le Centre de Secours des pompiers pour signaler son intervention.

En accord avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur, il est remis un plan de masse aux pompiers mentionnant l'accès pour les interventions et le point de ralliement.

### 8.2. INCENDIE

**Dispositions prises pour les travaux sur point chauds** : Réalisation d'un permis feu, journalier, ou avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux mitoyenne avec les zones en activité de l'établissement. L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour des vérifications périodiques.

**Dispositions prises pour le stockage de produits dangereux :**

Dépôts de carburant :

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance.

Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols :

Enveloppe double ou bac de rétention.

Produits inflammables, toxique :

Dépôt interdit dans les locaux du chantier. Approvisionnement au fur et à mesure des besoins.

**Dispositions prises contre le risque d'incendie :**

Protection contre le risque d'incendie du cantonnement

Protection contre le risque d'incendie sur les postes de travail

L'entreprise installatrice met en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire)

Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement, ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.

L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...).

## CHAPITRE 9. PROTECTIONS COLLECTIVES

### 9.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d'Œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par cette dernière

### 9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES

<b>Emplacement</b>	<b>Risques</b>	<b>Type de protection</b>	<b>Responsable de sa mise en place</b>
Travaux en vide sanitaire	Insalubrité	Rabattement de nappe Absence d'appareils à émission de CO2 ou ventilation forcée	Entreprise utilisatrice
Entrée principale du bâtiment	Chute d'objet	Passage couvert mis en place pour permettre un accès sûr du personnel des entreprises à partir de la voie de circulation piétonne, après accord sur l'emplacement du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité.	Entreprise principale
Trémie pour skydômes et lanterneaux de désenfumage en terrasse	Chute de personne Chute d'objet Infiltration d'eau dans le bâtiment	Obturation en <u>sousface</u> assurant surface de recueil. Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des lanterneaux Constitution de batardeaux en périphérie des trémies	Entreprise utilisatrice
Trémie d'accès aux combles	Chute de personne	Obturation en sous face assurant surface de recueil. Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des trappes Constitution de batardeaux en périphérie des trémies	Entreprise utilisatrice
Bas de pente de toiture tuiles	Chute de personne Chute d'objet	Garde-corps conformes au décret 2004-924 du 1er septembre 2004 ou plateforme de travail sur console	Entreprise utilisatrice

Bas de pente de toiture tuiles	Chute de personne Chute d'objet	Garde-corps conformes au décret 2004-924 du 1er septembre 2004 ou plateforme de travail sur console	Entreprise utilisatrice
	<b>NOTA :</b> Ces protections verticales ne seront enlevées que sur ordre du maître d'oeuvre, après s'être assuré de la mise en œuvre des crochets participants à la mise en sécurité du personnel		
Travaux en élévation sur nacelle	Renversement d'engin Chute d'objet Chute de personne	Stabilisation de la nacelle Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade	Entreprise utilisatrice
		Nacelles à jour de leur vérification réglementaire avant mise en service sur site Copie du rapport à disposition sur site Balisage en pied Mise à disposition du personnel de harnais de sécurité Formation du personnel à l'utilisation des engins	Entreprise utilisatrice
Travaux en élévation à l'extérieur du bâtiment Echafaudages (Hauteur > 3m)	Renversement d'échafaudage Chute d'objet Chute de personne	Planchers de travail complets Garde-corps périphériques avec plinthe Accès par échelle intérieure + trappe, en quinconce Stabilité par étayage complémentaire Balisage en pied Stabilisation par jambes de force ou ancrage en façade (1/24 m2 non bâché). Constitution et montage suivant décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 modifiant le code du Travail du 08/01/05 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.	Entreprise utilisatrice
			Entreprise utilisatrice
Travaux en élévation à l'intérieur du bâtiment Echafaudages (Hauteur > 1m et < 3m)	Chute de personne	Planchers de travail complets avec garde-corps et accès sécurisés conformes au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004	Entreprise utilisatrice

### 9.3. MISE EN PLACE D'EQUIPEMENT COMMUN

#### Dispositions générales

	Description	Localisation	Planification	Lot chargé de sa mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
<b>Échafaudage de façade</b>	Concerne : Enduit de façade Le menuisier extérieur : joint Le charpentier : descentes EP Constitution et montage suivant décret n°2004-924 du 1° septembre 2004 modifiant le code du travail du 08 01 65 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.		Gestion par l'OPC :	Mise en place par le lot concerné	Lot concerné	Au prorata du temps pour les autres corps d'état.
<b>Échafaudages intérieurs</b>	Concerne : Constitution et montage suivant recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.		Gestion par l'OPC :			

## CHAPITRE 10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

### 10.1. PRESENCE D'AMIANTE

**Préambule :** Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l'Ouvrage a fait procéder à l'établissement d'un diagnostic de recherche d'amiante et de son état de conservation.  
Le rapport sera joint au DCE.

**Lots concernés :** GROS ŒUVRE/ CES

**Localisation :** Suivant plan de repérage figurant dans le diagnostic  
Les zones concernées doivent être balisées et interdites d'accès

**Synthèse :**

#### SYNTHESE RAPPORTS AMIANTE

BAT.	LOCAL	PIECE	ZONE	MATERIAU
A	APPT 1	CH 1	PLANCHER	RAGREAGE
	APPT 1	CH2	PLANCHER	RAGREAGE
	APPT 5	HALL	LINO	COLLE
	APPT 6	REMISE	LINO	COLLE
	APPT 7	DEGAGEMENT	LINO	COLLE
	APPT 8	DEGAGEMENT	LINO	COLLE
	APPT 9	WC	LINO	COLLE
	APPT 10	BUREAU 1	LINO	COLLE
	APPT 11	BUREAU 2	LINO	COLLE
B	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
C	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
D	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
E	APPT 1	SDB	PLINTHES /CONDUIT DE RECOLLEMENT	COLLE/FIBRES
E	APPT 1	CUISINE	FAIENCE/PLINTHES	COLLE
E	APPT 1	WC	CONDUIT DE RECOLLEMENT	FIBRES
E	APPT 1	SEJOUR	PLINTHES	COLLE
E	APPT 2	CUISINE	FAIENCE/FAIENCE EVIER	COLLE
E	APPT 2	WC	CONDUIT DE RECOLLEMENT	FIBRES
E	APPT 2	SDB	CONDUIT DE RECOLLEMENT	FIBRES
F	21	COMBLES	CONDUIT FUMEE	FIBRES

## 10.2. PRESENCE DE PLOMB

**Préambule :** Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l’Ouvrage a fait procéder à l’établissement d’un diagnostic de recherche de plomb et de son état de conservation.

**Synthèse :**

Absence de matériaux contenant du plomb.

## 10.3. PRESENCE DE TERMITES

**Préambule :** Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l’Ouvrage a fait procéder à l’établissement d’un diagnostic de recherche de présence de termites.

**Synthèse :**

Pas de trace de présence de termites.

## 10.4. AUTRES MATERIAUX (RADIOACTIFS / DECHETS CONTAMINES ETC...)

## 10.5. TRAVAUX DE DEMOLITION

**Conservation des façades / Démolition :** L’attention de l’entreprise chargée de la démolition ou retrait partiel de pièces de charpente, est attirée sur le fait qu’en préalable à toute démolition, elle doit procéder à : un diagnostic l’établissement d’une méthode de démolition avec par phase, les moyens de prévention adaptés aux risques.

L’établissement d’une méthode de confortement par phase liée à la démolition / conservation.

La mise en sécurité vis à vis des tiers est réalisée (exemple : filet pare gravats doublés de filets micro mailles en façade) avant toute intervention

lors des démolitions, les décombres seront aspergés d’eau, pour éviter les poussières. L’entreprise installera à ses frais les postes d’eau nécessaires.

## 10.6. TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR

**Lots concernés :** charpente/ couverture

**Localisation :** Rive

**Description :** Garde-corps et platelage sur consoles fixées en façade par système traversant Garde-corps à pince sur relevés.

Mise en place de fourreaux de réservation au pas de 1,50 m minimum, pour G.C. provisoires

**Dangers spécifiques :** Risques de chutes

**Lots concernés :** charpente/ couverture

**Localisation :** charpente (travaux devant satisfaire aux recommandations de la CNAM R-356)

**Description :** Zone neutralisée par balisage

Détailler dans le PPSPS le mode opératoire de mise en place des filets

**Localisation :** Mise en œuvre des tuiles de couverture et chéneaux

**Description :** Garde-corps et platelage sur consoles fixées en façade par système traversant Garde-corps à pince sur relevés.

Mise en place de fourreaux de réservation au pas de 1,50 m minimum, pour G.C. provisoires

## 10.7. UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX

**Nature des produits :** Colle, résine, peinture, matériaux d'isolation, mousse polyuréthane

NOTA: Utilisation de produits chimiques dangereux : à performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.

**Localisation des interventions :** Pièces fermées, circulations communes

**Risques spécifiques :** Explosion, incendie Inhalation de produit nocif ou toxiques Inhalation de poussières

**Conditions d'intervention :** Les travaux générateurs de nuisances tels que émanation de vapeurs nocives ou de poussières, sont à réaliser en priorité en atelier.

En cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens collectifs adaptés aux situations de co-activités : ces travaux sont réalisés hors co-activité ventilation des locaux.

**Responsable de la mise en œuvre :** Entreprise concernée par la mise en œuvre de ces produits.

## 10.8. OUVRAGES PARTICULIERS A REALISER

**Localisation :** Travaux en combles

Afin de limiter la pénibilité du travail, l'entreprise s'assurera qu'une ventilation suffisante existe. A défaut, un système d'extraction d'air sera mis en place.

## 10.9. TRAVAIL ISOLE

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 65-48 du 8 janvier 1965.

## 10.10. TRAVAUX "ACROBATIQUES"

Tous les travaux à « corde » devront respecter le décret 924 du 1er septembre 2004 et notamment l'article R 4323-89 et 90.

# **CHAPITRE 11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ**

## 11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PREPARATION DE CHANTIER :

Non définie à ce jour.

### Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'œuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.



## 11.2. DECALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSES, PROTECTIONS COLLECTIVES)

**Lots concernés :** - Charpente /couverture

**Localisation :** zones situées sous les interventions en charpente et couverture.

Travaux superposés : D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés.

Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.

**Mesures prises :**

Chutes d'objets :

Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières). Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S. En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance renforcée).

Protection liée à la superposition des tâches dans un lot : Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.

Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots : Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

Co-activité - Simultanéité Le Maître d'œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances.

Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée.

La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

Co-activité-Simultanéité Le Maître d'œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances.

Ceci concerne les travaux de : réalisation des colonnes ballastées : groupe de villas charpente couverture VRD/façades, soudure, meulage mise en place d'un échafaudage commun : mise en place par le façadier au titre du compte inter entreprise - utilisation par le charpentier/couvreur pour réaliser l'habillage en sous face des avancées de toit. utilisation par le charpentier/couvreur pour la mise en place des chéneaux et descentes EP -utilisation par le serrurier pour la mise en place du garde-corps définitif en protection contre les chutes sur les balcons la gestion des temps est à régler par l'OPC.

mise en place de recettes à matériaux :

mise en place par le gros œuvre au titre du compte inter entreprise emplacements en quinconce, pour rendre accessible R+1 ; R+2 ; R+3. utilisation par le lot cloison, le lot carrelage, le lot plombier, le lot serrurerie les emplacements sont à gérer par les entreprises intervenantes et reproduites sur la plan d'installation de chantier. la gestion des temps est à régler par l'OPC

Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

### 11.3. ISOLATION DE CERTAINES ZONES (TRAVAUX BRUYANTS, NOCIF, UTILISATION DE SUBSTANCES TOXIQUES)

**Lots concernés :** charpente/couverture

**Localisation des zones :** les travaux en comble nécessitent une aération des lieux de travail par ventilation au moins naturelle.

### 11.4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS ET LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les entreprises qui utilisent des prestataires de services extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, etc... devront :

- Leur transmettre les informations qui les concernent du présent Plan Général de Coordination.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions
- Informer le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

## **CHAPITRE 12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS**

**Règle de diffusion et de communication :** Coordonnateur

Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par:

- le médecin du travail de l'entreprise
- les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel

L'entreprise chargée du gros œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doit communiquer son P.P.S.P.S. :

- à l'inspecteur du travail
- au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (C.R.A.M.)
- au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente)

Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage  
P.P.S.P.S.

Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante.

La réflexion sur les risques engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés s'élargit aux mesures prises pour prévenir les risques générés par le chantier et son environnement les autres entreprises l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants description du mode opératoire concernant un ouvrage spécifique et/ou démolition, création de sous-œuvre, désamiantage, décapage du plomb.

**Contenu :**

L'entrepreneur qui, après analyse, estime que l'exécution des travaux ne présente aucun risque doit en faire mention expresse sur le plan.

Le P.P.S.P.S. doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité".

Seuls les entrepreneurs de gros œuvre, du Lot principal ou de présentant des travaux à risques particuliers, sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la C.R.A.M., l'O.P.P.B.T.P., l'Inspection du Travail, avant toute intervention sur le chantier. A cet envoi est joint l'avis du Médecin du Travail ainsi que celui des membres du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel.

#### Objectif

Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction  
Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.

### 12.2 SOUS-TRAITANCE

**Diffusion du P.G.C. :** Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. à ses sous-traitants.

Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS)

**Etablissement du P.P.S.P.S. :** Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.

## **CHAPITRE 13 - COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)**

### 13.1. CONSTITUTION D'UN C.I.S.S.C.T.

Le volume hommes x jours ne devant pas excéder la barre des 10.000, le chantier est donc placé en catégorie 2.

Le C.I.S.S.C.T. n'est pas requis.

## **CHAPITRE 14. LISTE DES INTERVENANTS**

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CONTACT	ADRESSE MAIL
<b>Maître d'Ouvrage</b>	VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT L'ALBATROS AVENUE D'ENTRECASTEAUX BP 1406 83 056 TOULON CEDEX  AU NOM ET POUR LE COMPT E DE EPA LA MASSE DES DOUANES 11 RUE DES DEUX COMMUNES 93 558 MONTREUIL	M ESCOLANO	l.escolano@vad83.eu
<b>Maitre d'oeuvre</b>	CHRISTOPHE CAIRE ARCHITECTE IMPASSE DES AUBES CLAIRES 13 600 LA CIOTAT	M CAIRE	caire.architecture@orange.fr

## CHAPITRE 15 ANNEXES

### Coronavirus

Le présent chapitre constitue une mise à jour du PGC en date du 02/04/2020.

Je rappelle qu'actuellement la population est confinée et que seules les interventions de mise en sécurité, de dépannage, ou de situations urgentes sont autorisées.

Les entreprises qui décident d'intervenir en dehors de ces situations prennent leur responsabilité vis-à-vis de la santé de leur personnel.

Si elles interviennent dans le cadre de situations justifiées, elles devront appliquer les préconisations figurant dans le guide des bonnes pratiques annexé ci-joint.

Je rappelle que ce guide complètement théorique et non officiel s'appuie sur des hypothèses encore non clarifiées de transmission et de contraction du virus.

Je rappelle que ce virus est invisible, qu'il est potentiellement mortel, et que c'est une décision lourde que d'exposer son personnel à ce danger bien réel.